

La France singulière

Croissance, emploi, Chômage

Par Michel Godet¹

Paru dans le Monde supplément économie du Mardi 30 septembre 2003

Croissance, compétitivité, emploi ... Attractivité, coût du travail, productivité, Les rapports publics ou privés (du Conseil d'analyse économique, du Conseil économique et Social, du Medef, de Rexecode, d'Ernst&Young) se succèdent tour à tour alarmistes ou rassurants. La France recule-t-elle vraiment par rapport à ses principaux partenaires ? Sa compétitivité a-t-elle baissé ? La France n'a-t-elle pas l'une des plus fortes productivités du monde ? Les experts sont divisés. Aussi est-il devenu très difficile d'y voir clair et chacun finit par ne retenir que ce qui l'arrange. Essayons d'échapper à ce biais.

Commençons par le PIB, la mesure est approximative et n'indique pas le Bonheur national brut. Mais faut-il pour autant casser le thermomètre sous prétexte qu'il n'indique pas la température souhaitée ? Certes, les marges d'erreurs sont supérieures à l'écart, faible, que l'on constate entre la France, l'Allemagne, l'Italie ou la Grande-Bretagne. Cependant, le phénomène de recul n'est guère contestable sur longue période.

Pour s'y retrouver et éviter l'illusion de croissance forte que peut apporter un différentiel démographique favorable, il convient de considérer seulement le PIB par tête, exprimé en ppa (parités de pouvoir d'achat). La tendance depuis 1980 n'est guère favorable à la France, avec 1,9% en moyenne dans les années 80, et 1,3% dans les années 90, elle est nettement en dessous de la moyenne européenne (2,3% et 1,7%) ou américaine (2,6%, 2,1%) pour les mêmes périodes. On peut se rassurer en se disant que la France a fait aussi bien que l'Allemagne dans les années 90 ! Remarquons que partout la croissance du PIB par habitant a été plus forte dans les années 80 que dans les années 90. Ce qui n'a pas empêché les experts à mémoire courte de saluer en

¹ Professeur au Cnam. Président du Conseil de Prospective et dynamique des territoires de la Datar.

chœur " la nouvelle économie"!

Pour 2001-2002, la France avec 1,1% de PIB par tête, fait un peu mieux que la moyenne européenne et accuse moins le coup de la récession que les États-unis

(0,3%). Elle fait même rêver l'Allemagne proche de la croissance zéro. Les conjonctures 2003 sont à la reprise pour les États-unis avec près de 1% par habitant mais plus sombre pour la France avec 0,4% par habitant. Dans ce contexte, la Grande Bretagne fait figure d'insolente exception avec plus de 1,5 % par tête attendus pour 2003. Ce score est surprenant, pour un pays qui ne bénéficie pas des retombées supposées bénéfiques de l'euro. On peut critiquer le Royaume-Uni sur bien des plans, mais il faut reconnaître qu'il nous a rattrapé grâce à une croissance plus forte depuis vingt ans.

Y a-t-il, pour autant, péril en la demeure ? D'après Eurostat, la France disposait en 2002 d'un niveau de PIB par habitant supérieur de 8% à la moyenne de l'Union, contre 10% en 1997 ! L'avance reste significative et certains peuvent considérer que c'est un choix de société : moins de croissance et plus de temps libre ! Soit, mais dans une économie ouverte, un tel choix ne peut rester durablement solitaire.

Nos voisins avancent plus vite, car si leurs rameurs sont moins productifs, ils sont beaucoup plus nombreux à s'activer. On le sait, la France se distingue par l'un des plus faibles taux d'emploi de la population en âge de travailler (16-65 ans) : moins de 62%, selon l'Ocde, soit 4% de moins que la moyenne communautaire et dix à douze points de moins que les États-unis, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas ou la Suède. L'Allemagne se situant dans la moyenne européenne. Le tableau est encore plus inquiétant pour notre pays si l'on considère le seul taux d'emploi marchand 48%, soit moins d'un actif potentiel sur deux. En contrepartie, avec 54% de dépenses publiques par rapport au PIB nous dépassons de 7 points la moyenne communautaire.

Ainsi, s'explique le paradoxe de notre productivité "apparente" du travail marchand : il y a peu de rameurs, mais ils sont très productifs car on ne garde que les

meilleurs, les autres sont remplacés par des machines ou bien leur emploi est délocalisé et ils se retrouvent au chômage. Le qualificatif "apparente" était sagement là pour rappeler que la productivité se mesure de manière très grossière en divisant le PIB par le nombre d'actifs. On a gommé le mot "apparent", le concept paraît plus robuste, il est seulement plus trompeur, car, pour une croissance donnée, on peut créer plus d'emplois en baissant le coût du travail (par réduction de charges), ce qui permet d'embaucher des travailleurs moins performants tout en restant compétitifs, mais du coup la productivité va augmenter moins vite. C'est ainsi que la croissance nécessaire pour créer des emplois est passée de 2,3 % en moyenne dans les années 1980 à 1,3 % dans les années 1990. Arrêtons donc de nous glorifier de notre productivité apparente du travail. Celle-ci est d'abord la conséquence statistique de la mise au rebut des moins productifs compte tenu du coût trop élevé du travail.

En ce qui concerne l'attractivité, à l'aune des flux d'investissements étrangers, celle de la France reste très élevée en raison de ses atouts géographiques, historiques et culturels, mais aussi de la qualité de ses infrastructures, de ses services publics et d'un certain art de vivre. Mais il y a des progrès à faire pour attirer les migrants les plus qualifiés dans notre pays. D'après les analyses de l'Ocde, les deux tiers des immigrés arrivant en France ont un niveau inférieur au premier cycle des collèges contre un sur deux en Allemagne, moins d'un tiers en Grande-Bretagne et d'un quart aux États-unis. On gagnerait certainement à rendre notre immigration plus sélective, mais surtout à rendre la douce France plus attractive pour les plus éduqués des candidats à l'immigration.

Autre question, la compétitivité, le Conseil d'analyse économique considère qu'elle ne s'est pas dégradée puisque la France a maintenu ses parts de marché en volume au sein des exportations de L'Europe vers le reste du monde. L'argument est contesté à juste titre par Rexecode² qui observe que les parts en valeur ont baissé ! Nous sommes obligés de baisser nos prix pour garder nos parts de marché. Ce qui signifie que nos termes de l'échange avec le reste du monde se sont dégradés. L'inverse serait préférable.

En résumé, la France est un pays de cocagne où l'on vit très bien en travaillant globalement moins qu'ailleurs. Mais ce résultat est obtenu par un partage du travail et des efforts très inégalement réparti. Les comparaisons internationales montrent qu'outre la croissance, le cocktail idéal pour un chômage faible, est fait d'un taux d'emploi élevé, d'actifs qui travaillent beaucoup, ou qui sont nombreux en emploi grâce au temps partiel. Pour retrouver le cercle vertueux de la croissance fortement créatrice d'emplois et un faible chômage, il faudrait tout à la fois réduire les dépenses publiques pour baisser les charges et encourager le temps partiel. En cette rentrée marquée par la croissance molle et la montée du chômage voilà deux pistes d'action pour le gouvernement !